



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche

1 Rue du Recteur Daure

CS 60 040 – 14 006 Caen cedex 1

www.normandie.developpement-durable.gouv.fr

CAEN, le 27/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DEPOTS DE PETROLE COTIERS

76 rue d'Amsterdam

75009 PARIS 09

Références : ERASS-2022-14-501

Code AIOT : 0005300405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement DEPOTS DE PETROLE COTIERS implanté 51 rue Gaston Lamy 14120 MONDEVILLE. L'inspection a été annoncée le 17/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOTS DE PETROLE COTIERS
- 51 rue Gaston Lamy 14120 MONDEVILLE
- Code AIOT : 0005300405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

Dépôt pétrolier (essences, gazole, fioul...)

La société DPC compte 2 sites, celui de Mondeville (14) et celui de St Pol sur mer (59). Les actionnaires de DPC sont BP, Esso, Intermarché, Carrefour, Leclerc. La société DPC fait appel au soutien du groupe Raffinerie du Midi (qui assure une assistance maîtrise d'ouvrage pour d'autres dépôts également), dont les actionnaires sont Bolloré, Esso, Total.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale sous-traitance;
- Défense incendie du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

Unité Bi-départementale Calvados – Manche

1 Rue du Recteur Daure

CS 60 040 – 14 006 Caen cedex1

Tel : 02 50 01 85 57

1 bis rue de la Libération

BP 70 271 – 50 001 SAINT-LÔ cedex

Tél : 02 50 71 50 54 – Fax : 02 50 71 50 59

www.normandie.developpement-durable.gouv.fr

**SERVICES
PUBLICS+**



A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
7	Pomperie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43	/	Sans objet
8	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
3	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
4	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
5	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
6	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a tout d'abord porté sur l'action nationale relative à la sous-traitance. Le jour de l'inspection, l'entreprise extérieure intervenait pour réaliser des travaux, notamment par points chauds, sur un bac dans le cadre de son inspection décennale. Elle intervient régulièrement sur le dépôt. Selon les explications et documents fournis par les sociétés DPC et son sous-traitant en inspection, et des contrôles réalisés par sondage, les relations donneurs d'ordres - sous-traitants semblent cadrées : SGS encadrant notamment la sous-traitance, plan de prévention signé entre les 2 sociétés suite à une visite préalable, accueil sécurité assurée auprès des intervenants de l'entreprise extérieure, feuille de présence tenue à jour, PV de réception des travaux... Etant donné que le sous-traitant intervient en zone ATEX, des mesures compensatoires sont définies dans le cadre de ce chantier et mises en oeuvre selon les constats faits le jour de l'inspection.

Les travaux sont réceptionnés par PV. La société DPC doit toutefois mieux tracer la levée des réserves indiquées le cas échéant dans le PV de réception, à l'instar de ce qui a été constaté pour la précédente inspection décennale d'un autre bac.

La société DPC s'autorise deux niveaux de sous-traitance au maximum.

La toute nouvelle pomperie du dépôt qui vient d'être mise en fonctionnement a ensuite été évoquée. Le dépôt est autonome en matière de défense incendie avec des moyens fixes qui peuvent être déclenchés depuis la salle de contrôle via un système automatique DCI (défense contre l'incendie) en cas d'incendie sur des bacs ou des rétentions. Le rideau d'eau destiné à protéger, en cas d'incendie sur le dépôt, ce nouveau local ainsi que les 2 réserves d'eau douce de 1 400 m³ chacune, a fait l'objet d'un test concluant.

Des améliorations sont maintenant attendues de la part de DPC concernant la défense incendie, reprises en annexe confidentielle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : Le jour de l'inspection, le sous-traitant était en train d'intervenir sur un bac dans le cadre d'une inspection décennale sur le dépôt DPC. Cette entreprise est "validée" pour intervenir sur les dépôts DPC, selon le logiciel GESCOM (gestion commune) présenté par l'exploitant en inspection. Plusieurs critères sont pris en compte pour valider le sérieux des entreprises retenues, en l'occurrence la certification MASE en chaudronnerie entre autres. Cette entreprise intervient régulièrement, depuis plusieurs années, sur le dépôt de Mondeville.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'entreprise extérieure réalise divers travaux dans le cadre des décennales de bacs. Dans le SGS présenté lors de l'inspection par l'exploitant, les sous-traitants sont encadrés en particulier par : * le chapitre 1 relatif à la "formation des intervenants d'entreprises extérieures" * le chapitre 2.3 relatif aux "risques liés à l'intervention d'entreprises extérieures" * le chapitre 4 "conception et gestion des modifications" * le chapitre 7.1.1 "suivi des opérations d'exploitation ou de travaux - visites de sécurité" Dans la mesure où l'entreprise extérieure intervient dans le bac et sa rétention, qui sont des zones ATEX, des mesures compensatoires sont définies dans la fiche "travaux par points chauds" du plan de prévention établi entre DPC et CAT'S. Toutes ces mesures compensatoires étaient mises en œuvre autour du bac concerné le jour de l'inspection. La société DPC indique réceptionner les travaux réalisés par une entreprise sous-traitante via un PV de réception. Par sondage, l'inspection a vérifié le PV de réception établi suite à la dernière inspection décennale d'un autre bac datant du 26/04/2022 ; la liste des points de contrôle y était jointe. Des réserves ont été notées lors de la réception des travaux, sans que la société DPC n'ait pu justifier de la levée de ses réserves. <u>Demande de l'inspection n°1 : la société DPC doit s'assurer et pouvoir justifier que les réserves indiquées dans un PV de réception de travaux sont effectivement suivies d'effets , et levées.</u> Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Selon la procédure de gestion des modifications incluse dans le SGS et révisée fin 2020, les inspections décennales de bacs appartiennent à la 2 ^{ème} sur 3 catégories de modifications. La procédure propose une aide à l'analyse de risques pour la décennale, en phase travaux comme en phase exploitation. Selon cette procédure, l'intervention des sous-traitants doit être pilotée et suivie par un chargé d'affaires Raffinerie du Midi - assistant maîtrise d'ouvrage (qui s'occupe notamment de la procédure d'achat permettant de sélectionner les entreprises) ; la fin de travaux doit être réceptionnée par ce même chargé d'affaires ainsi que le chef de dépôt DPC de Mondeville. La procédure de gestion des modifications prévoit l'établissement de plans de prévention, analyses de risques, modes opératoires, visites préalables... Un plan de prévention générique est inclus dans les documents du SGS, contenant 29 fiches génériques, à utiliser ou non en fonction des opérations sous-traitées. Pour cette opération de décennale du bac J, un plan de prévention a été signé entre les sociétés DPC et son sous-traitant le 27/06/2022, et est valable du 27/06 au 30/12/22. Une visite préalable a été faite le 27/06/22 pour établir ce plan de prévention. 11 fiches génériques ont été remplies pour la décennale de ce bac. Des modes opératoires, analyses de risques des opérations effectuées par l'entreprise extérieure sont joints, accompagnés des mesures de prévention / protection... On y trouve également les plans de zonages ATEX du dépôt, des consignes générales de sécurité du dépôt avec par exemple l'indication des points de rassemblement... Les informations préalables à fournir aux sous-traitants de l'entreprise extérieure sont également jointes, sous-traitants nommément listés au nombre de 6 (avec détails des travaux qui peuvent leur être confiés, effectifs prévus...). Les risques présentés par les travaux confiés à ces sous-traitants y sont également analysés. Quelques précisions sont apportées en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Le jour de l'inspection, l'un des représentants de l'entreprise extérieure déclare connaître les principales consignes de sécurité du dépôt (points de rassemblement, procédure d'évacuation etc.) et les interlocuteurs DPC (il sait notamment qui alerter en cas d'anomalie constatée sur le dépôt...). Cela lui a été expliqué notamment lors de l'accueil sécurité organisé par la société DPC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La formation des intervenants d'entreprises extérieures repose, selon les précisions de DPC, sur une formation de base qui est contrôlée notamment risque chimique N1 N2, puis un accueil sécurité sur site. A noter que la société DPC a pour projet d'optimiser sa GMAO pour pouvoir suivre avec davantage de précisions les plans de prévention en cours de validité et l'habilitation des intervenants. Une alerte apparaîtrait par exemple si une habilitation n'était pas à jour. Une feuille de présence est établie chaque jour listant le personnel de l'entreprise extérieure présent et de ses sous-traitants le cas échéant. Le jour de l'inspection, 19 juillet 2022, il n'y avait que du personnel de l'entreprise extérieure, et aucun sous-traitant de l'entreprise extérieure. Le chef d'équipe a effectivement été rencontré sur le terrain. Il était accompagné de collègues, qui portaient tous leurs EPI lors de la visite malgré la chaleur caniculaire de ce jour ayant nécessité un décalage des horaires de travail (démarrage à partir de 6h du matin) : vêtements de travail couvrants, casques, chaussures de sécurité, gants, manchons de protection au niveau des poignets pour les travaux feu, ARI si nécessaire... Un nouvel intérimaire intervenant sur le chantier disposait d'un badge précisant qu'il est habilité à intervenir en tant qu'entreprise extérieure depuis le 18/07/22, soit la veille de l'inspection. Il a indiqué avoir reçu une session d'accueil de son entreprise, un accueil sécurité de DPC intégrant une présentation des éléments particuliers du site (ex : points de rassemblement en cas de problème...), du plan de prévention établi .. En cas d'incident, les représentants de l'entreprise extérieure ont précisé la démarche à suivre. Permis de feu et autorisation de travail datés du jour 19/07 ont été présentés. Quelques précisions sont apportées en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Une visite préalable à ces travaux de décennale du bac a été réalisée le 27/06/22 entre le chef de chantier Une visite préalable à ces travaux de décennale du bac J a été réalisée le 27/06/22 entre le chef de chantier de l'entreprise extérieure et le chef d'établissement DPC (selon l'attestation présentée en inspection), visite au cours de laquelle le plan de prévention a été signé. L'inspection a analysé par sondage un dossier d'habilitation d'intervenant d'entreprise extérieure détenu par DPC. Le même dossier doit être rempli pour chaque intervenant d'entreprise extérieure, y compris les intervenants de sous-traitants de cette entreprise extérieure. Un permis de feu doit également être établi quand c'est nécessaire, par demi-journée de travaux selon l'exploitant. Il est clôturé à la même fréquence, chaque demi-journée. L'inspection a constaté qu'un permis de feu a bien été établi le jour de l'inspection, 19/07/22. Un permis de pénétrer dans un réservoir est également nécessaire, en cas par exemple de perçage en fond de bac. Des autorisations de travaux doivent être délivrées au début des travaux. Y sont analysés les situations à risques (notamment en cas de coactivité), les moyens à mettre en œuvre... Les sociétés DPC et son sous-traitant indiquent qu'un contrôle des chantiers est systématiquement réalisé à la clôture des travaux journaliers. L'inspection a constaté que celui du 18/07 a bien été réalisé. Quelques précisions sont en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Pomperie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.
Constats : Le dépôt DPC a réalisé de gros investissements pour être autonome en matière de défense incendie au regard de l'article 43 de l'AM 03/10/10 modifié. Le jour de l'inspection, a été constatée la mise en fonctionnement de la nouvelle pomperie pour, selon l'exploitant, améliorer la fiabilité du système de défense incendie du site. Le jour de l'inspection, le rideau d'eau autour du local et des 2 réserves d'eau douce de 1 400 m3 chacune, ainsi que la pomperie de ce fait, ont été testés ; le test était concluant, malgré un serrage de bride à reprendre (ce qui a été fait depuis). Suite à de précédentes visites, l'inspection a demandé à ce que des mesures de débits réels soient faites sur les nouveaux équipements fixes en place, et comparées aux taux d'application de solution moussante réglementaires fixés à l'annexe V de l'AM 03/10/10 modifié ; ceci afin de vérifier que les équipements en place sont correctement dimensionnés pour éteindre un incendie sur les stockages. La société DPC a indiqué avoir procédé à des essais de performance en avril 2022. Selon les résultats communiqués par la société DPC en août 2022, les débits réels délivrés par les moyens fixes en place sont supérieurs aux débits théoriques nécessaire. Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.
Constats : Des améliorations sont demandées à la société DPC en matière de défense incendie. Ces éléments sont repris en annexe confidentielle du rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet